



La lettre à

LULULU



12 pages
3€

Cnam : souffrez qu'on vous enseigne...

p. 4

Le maintenant, c'est changeant

irrégulomadaire satirique N° 82-83, décembre 2013

La vérité si logement

L'APPART' D'OMBRE du patron du département

Le Département ne s'occupe pas que des miséreux au RSA. Il bichonne aussi son directeur général des services, logé à l'oeil dans un bel appartement acheté rien que pour lui... Un squatteur de luxe, et légal, en plus. Mais il n'a pas invité les contribuables à sa crémaillère. Mesquin, cet Éric Ardouin.

► page 2



Easy listening

L'écoute de l'inflation



On peut écouter une radio sans même le savoir. C'est très reposant. La preuve :

STATION de formation à la radio, animée par des stagiaires francophones venus de toute l'Europe, *Euradionantes* se targue d'avoir une audience d'enfer : « D'après les résultats de l'enquête des associatives de janvier à juin 2013 par Médiamétrie, vous êtes de plus en plus nombreux à nous écouter : un habitant sur six dans la métropole nantaise », déclare sa directrice sans s'étouffer. Une confusion de désirs et de réalité, de vessies et de lanternes. Si c'était vrai, ça ferait une audience de 98 333 auditeurs par jour*. Mieux que *France Inter* à Nantes qui, en 2012, annonçait 81 100 auditeurs quotidiens alors que la première chez les locales, *Hit West* affichait 32 100 auditeurs nantais quotidiens. C'est vrai que les chiffres, on les truque comme on veut : en 2012, *France Bleu Loire Océan* claironnait un score de trois millions d'auditeurs par jour, avec une astérisque précisant (écrit en tout petit) : « mesure cumulée sur l'ensemble du réseau France Bleu », c'est à dire toute la France, rien moins.

Et pour *Euradionantes*? « Le chiffre indiqué dans le communiqué » engloberait « toutes les personnes qui écoutent régulièrement ou occasionnellement la station au cours de la période d'enquête, à savoir janvier-juin 2013 », décrypte Médiamétrie en renvoyant pour plus d'explications, à son client, à savoir la radio nantaise, qui s'est empressée de ne jamais répondre à la demande de *Lulu*. C'est ce qu'on doit appeler une audience à huis clos.

* En se basant sur les 590 000 habitants de la métropole nantaise (chiffre 2010)

L'appart' d'ombre du patron du département

Pour que son directeur général des services ne dorme pas à la rue, le département fait œuvre sociale, le logeant gratuitement dans un appart' acheté spécialement pour lui.

ÉRIC Ardouin est un homme d'absolu. Directeur général des services, c'est le patron de 4500 agents. En juillet 2013, le conseil général a décidé de lui acheter un logement de fonction pour «nécessité absolue de service». Le 5 septembre, la commission permanente a voté l'achat d'un appartement de 125m², deux garages, une cave en sous-sol, pour une bagatelle de 565 000 euros, frais d'agence et de notaire inclus. Rien que le bien immobilier est à 510 000 euros, un peu au-dessus des cotes et prix maximum donnés par les observatoires de l'immobilier dans ce secteur huppé. C'est un immeuble chic et récent, entre le Lieu unique et le palais des Congrès, à un kilomètre et demi du bureau, mais à 80 bornes de La Baule, si une absolue nécessité l'obligeait à tester les thalassos du département. Détail: le Département loge son premier fonctionnaire, mais sans lui demander un quelconque loyer, même à tarif préférentiel.

Zéro loyer

À part les concierges et les gardes-barrières, corporations protégées par des conventions internationales de sauvegarde des espèces en danger, on peut s'interroger sur une absolue nécessité de service et une gratuité de loyer, pour un big boss qui, question ressources, n'est pas à la rue. On se demande pourquoi Monsieur ne peut plus se payer son doux nid, mais bon, sur le papier, c'est légal. Et pour le loyer, c'est gratuit. Comparé



est un ensemble de flux: il s'agit d'interactions entre des jeux d'acteurs où chacun négocie ses intérêts propres avec ceux du collectif», dit ce grand défenseur d'une «véritable ingénierie de la gouvernance» des collectivités. Ses intérêts propres, sa femme de ménage s'en occupera.

Un DGS en quête d'absolu

Eric Ardouin est en poste depuis avril 2011 et n'avait jamais manifesté sa nécessité servicielle absolutiste. Dans les couloirs chafouins du département (où personne n'a pensé à installer un lit de camp pour le patron des services), il se susurre malignement que l'absolue nécessité de service a en fait à voir avec l'évolution de la structure familiale du susdit, en voie d'explosion pour cause de divorce, mais c'est pas joli-joli de rumeuriser. Questionné et relancé par Lulu pour savoir si cet achat relevait de la bonne gestion des deniers publics, le Département a opposé un silence absolu et répétitif. Devant tant d'absolu, il ne reste qu'à demander l'absolution. ■

avec des surfaces équivalentes dans le quartier, on peut estimer l'avantage de ce loyer gratuit à plus de 1300 euros par mois. Eric Ardouin est l'auteur de l'ouvrage indispensable «Le management public des territoires. Décider, agir, évaluer» aux éditions de l'Aube. Interrogé par Lulu, il a préféré décider de faire son snob. Pas question de se faire évaluer. Motus et messagerie cousue. Il ne dira pas plus son niveau de ressources ni pourquoi il a tant besoin de ce logement d'un seul coup. Manquant de réponse, on trouve sur le net une de ses déclarations ronflantes, comme: «Une organisation

Reix publica

Avec cet achat, le Département participe à la relance du marché de l'immobilier. Mais que devient la maison achetée par la même institution départementale pour le prédécesseur Patrick Reix* en poste de 2004 à 2011? La maison serait selon le président Grosvallet, louée quelques semaines par-ci par-là à des stagiaires, et dépanne des cadres en installation... Si la chambre régionale des comptes tombe dessus, l'explication sera simple: nouveau directeur général, nouvel achat. Un toit c'est un droit, tous les squatteurs vous le diront. ■

* Ancien inspecteur du Trésor, aujourd'hui nommé DGS dans le département du Nord. À Nantes le 1^{er} juillet 2011 il intervient lors du colloque sur «L'évaluation des politiques publiques devant les défis d'une société en tension».

Vélocipaïde

Les sacoches, c'est cadeau !

Quand un géant du vélo rachète l'usine de Machecoul, le département se laisse rouler.

Machecoul monte des vélos depuis 1925. Marcel Brunelière, alias «Le Gitan» crée la boîte. D'où le nom Gitane. En 1996, Cycleurope rachète Micmo Gitane, importe les pièces de Chine, assemblage juste en France, et prive Machecoul des fameux Gitane des gammes qu'ont enfourchées Anquetil, Hinault et Fignon.

Mars 2007: le conseil général, la tête dans le guidon, rachète les 12 ha du site et les murs de l'usine de vélos. Trois millions d'euros d'achat, l'usine relouée avantageusement à Cycleurope, sous forme de crédit bail. Un joli cadeau financier pour alléger ses charges. Il est alors question de sauver 357 emplois du site (500 en saison haute).

En octobre 2012, Cycleurope est en dépôt de bilan. Il n'y a déjà plus que 260 salariés, à nouveau menacés de finir sur le carreau. On cherche un repreneur. Ce sera Intersport, retenu par le tribunal de commerce en mars 2013, mais qui ne prévoit de garder que 175



salariés. 50 départs volontaires et 29 licenciement autoritaires. Ce qui n'empêche par Intersport de demander à revoir le loyer. Montant, conditions de paiement? OK, c'est tous les jours Noël pour les industriels. Le département reconcocte un crédit bail aux petits oignons, «renonce

à l'indexation» qui permettait de réévaluer en fonction du coût de la vie. Le contrat courant jusqu'en 2018 à montant constant, c'est un joli cadeau... Le département qui pleure que la crise le met sur la paille, abandonne aussi les intérêts de 74 311 euros, aide déjà accordée. Les loyers des deux premières années, encore cadeau, soit officiellement un «différé de paiement des loyers pour les deux prochaines années».

Intersport au début, c'est La Hutte vendant des costumes de scouts à partir de 1924. Intersport est aujourd'hui n°1 mondial de la distribution d'articles de sport, avec 5830 magasins dans 63 pays. Intersport pète les profits, avec 1,422 milliard d'euros de chiffre d'affaire en 2012, en progression de près de 10% et des appétits à revendre. Mais quand ils jouent les mendiants, on leur donne la pièce. Et si on s'annonce spécialiste du braquet, normal qu'on sache braquer. ■

Bernard Hinault-Mable

LATULULULU?

Parking size

Ouest France, le 29 août 2013

«Sans ses parkings à péage, un aéroport n'équilibrerait pas ses comptes.» Il faut donc de la bagnole immobile pour rentabiliser la mobilité version traversée des nuages. «Ce sont les parkings qui financent les activités aéronautiques», dit le directeur de l'aéroport Rennes-Saint-Jacques. Si c'est si juteux que ça pourquoi on ne construit pas des parkings assurant une continuité entre Nantes, Milan, Barcelone, Berlin, Paris et toutes les actuelles destinations au départ de l'actuel aéroport? ■

Caméras à gogo

Ouest-France, le 4 novembre 2013

Un ancien commando a raccroché du GIGN pour monter une boîte de vidéo flicage: Ouest-France assure sa promo, diffuse son téléphone, l'adresse de son site internet. Pour prospecter de nouveaux clients et placer sa came, c'est à dire de la caméra à gogo, l'ex pandore «toujours en lien avec la gendarmerie» avoue jouer les voyous. Il pratique comme les hackers qui frastuent discrètement dans les systèmes informatiques pour mieux vendre leurs services: «Je connais les

faiblesses de jour ou de nuit des entreprises. Sans prévenir, je m'infiltrerai dans les locaux car il y a toujours une fenêtre mal fermée, un volet roulant non verrouillé ou une porte de service non sécurisée. Il m'est plus aisé ensuite de discuter des besoins avec les gérants ou patrons d'entreprises.» Il ne lui reste qu'à casser la gueule à ses prospects pour leur fourguer des gardes du corps. Après tout, les vrais voyous déclenchent bien des bastons dans des bars pour vendre de la protection. ■

Fâchent de con !

L'Expansion N°788, le 2 octobre 2013

Malgré un titre pourfendeur, «Les dossiers qui fâchent», ce supplément de L'Expansion consacré à Nantes trouve de quoi tempérer cette accroche irrespectueuse: «La ville est fière de son offre culturelle, avec notamment l'agrandissement du musée des Beaux-Arts». Super, ce musée des Beaux Arts, fermé en 2011, à l'époque pour deux ans... Depuis le chantier est tombé sur un os ou plutôt sur une eau. Perfide, souterraine, pas prévue. Tout à revoir pour les ingénieurs et architectes. Du budget de 34,6 millions d'euros annoncé en avril 2009, on est passé à 83,3 millions, pour l'estimation actuelle. Réouverture partielle espérée pour 2016, totale pour 2018. De quoi être pas peu fier. ■

Maman, j'ai raté

Ouest-France, le 26 mai 2013

Fille à papa, c'est comme barbe à papa. Sucrée, rose bonbon, filandreux. Jeanne-Emmanuelle Hutin, la progéniture du patron d'Ouest-France, est merveilleuse. Le jour de la fête des mères, elle pond un édito dont le titre «Merveilleuses mamans» est un clin d'œil au mouvement des «mères veillesuses» protestant à même le pavé contre le mariage de gens du même – excusez du

gros mot – sexe. La fille du patron a le sens de l'allusion sympa: «Les idéologies qui ont voulu fabriquer un homme nouveau et parfait, au nom de la race ou de la société, n'ont-elles pas donné naissance aux pires totalitarismes et à la même barbarie?». Comparer la PMA à l'eugénisme des nazis, voilà une analogie hardie. Jeanne-Emmanuelle l'a faite. Faite des mères, forcément. ■

Wouaf wouaf

Saint-Nazaire, le magazine, juin 2013

C'est écrit en lettres capitales, page 11 du journal municipal: «MUSELER RIME AVEC SÉCURITÉ». Pour une fois, la doctrine de contrôle social s'affiche sans faux fuyants. Bon d'accord, c'est un article sur les proprios de clébards. Mais on ne le dira jamais assez: La sécurité, c'est pas fait pour les chiens. ■

Nantes, capitale noire

Presse-Océan, le 16 juillet 2013

Panique niveau douze. «Et si le Voyage à Nantes était touché par le couvre-feu?» Cette supposition a bien failli obscurcir le ciel de Nantes capitale de l'attractivité intergalactique verdâtre, cité écolo jusqu'au bout des furoncles. Depuis le 1^{er} juillet, les édifices publics, commerces et entreprises sont sommés d'éteindre leurs lumières entre 1h et 7h du mat'. Pas question pour les anneaux de Buren, promus

dispositif apte à faire reculer la malfaisance voyoucratique: «L'absence de lumière créerait un sentiment d'insécurité» proclame-t-on sans rire au Voyage à Nantes. L'officine centrale du tourisme n'a d'ailleurs pas demandé de dérogation pour rester allumé. Mais promis, tout sera bientôt en conformité avec la loi. Enfin, une fois l'été passé. M'sieur l'agent, je brûle juste un feu et après promis juré, je pile net au milieu du carrefour. ■

Marché de Bellevue, 21 juin.

vous faites à manger pour beaucoup de monde?



Attends j'en ai d'autres



Thermos pour le thé à la menthe



la menthe fraîche vient d'une rue de Chançenay, un autre jour d'un squat jardin en ville



dans la rue, c'est gratuit. Pour des événements à l'intérieur, c'est prix libre. Ça paie les ingrédients de base



j'avais bien dit qu'on passerait à la casserole!



Une cantine de rue



des fruits et légumes de récupé.



une cuisinorganisation collective



des gamelles et des bidons des ouverts

des appétits



une distribution gratuite



LA CAROTTE SANS LE BATON

C'est le nom du collectif

et puis voilà: on est là, place des palmiers, rue des Olivettes, tous les derniers mercredis du mois

on a commencé au squat le Radisson Noir, quai Baco

on a organisé des bouffe et des soirées jeux pour amener un peu de convivialité après des semaines tendues, manif's, huis-siers, occupations, du mouvement "Un fait pour toutes & tous"

on a continué avec un groupe de la Zad "Food not bombs" et un collectif du Nord du département les "Veggies pochtrons", qui faisaient déjà des cantines



même les chiens sont repus

Place des palmiers

Green mine

Nantes la plus bidon

POUR s'autoglorifier plus verte que verte, plus capitale que capitale, Nantes Métropole a commandé un hors-série au magazine *Usbek & Rica*, en deux versions, français et anglaise s'il vous plaît. Soixante-quatre pages où tout baigne dans la verdure. Sur la dernière page, un titre «J'ai tapé "Ville la plus agréable" dans Google et c'est Nantes qui est sortie». Ah ah. Outre le détail qui consiste à faire de la pub pour un petit moteur de recherche qui se lance, on s'in-

terroge. Le titre claque, mais il est bidon*. Tentez le coup pour voir. Hop, au clavier. «Ville la plus agréable». Recherche... Ben voilà: Nantes est aux abonnés absents. Les villes référencées sont Melbourne, Vienne, New York. La deuxième page ajoute Montréal, Saint-Pierre de la Réunion, et un article de *slate.fr* citant un papier du *Financial Times*: «La ville la plus agréable du monde n'existe pas», démontant les palmarès qui privilégient «des villes qui n'ont ni pauvres ni

inégalités sociales». Ce serait donc ça le problème de Nantes. Malgré le design aseptisé de l'île de Nantes et la police quadrillant le centre ville, il y a encore des pauvres à traîner. En tapant «ville la plus pourrie» ou «la plus naze», voire «mochedingue» ou «mochissime», on ne tombe pas non plus sur Nantes, décidément planquée dans le ventre mou des hit parades. Encore un effort d'attractivité pour sortir de la mollesse ventrale. ■

* Une note en bas de page signale «Ces propos n'ont pas été tenus», ce que tente de pondérer un genre de tampon «Interview pas si imaginaire». C'est ça, le storytelling: Pisser dans un violon et prendre la vessie pour une lanterne.

Pisté mologie

Géo Trouvetraque attaque

Les innovations vont faire de nos vies des paradis. Ou pas. C'est dans la rubrique «l'éco en plus». Plus on en sait sur vous.

TRAQUÉ du braquet. Ça commence par cette idée d'un ingénieur qui se fait starteupeur⁽¹⁾. Ce néo nantais propose une rémunération de quelques dizaines d'euros par mois pour trimbaler des encarts publicitaires au sein du cadre du vélo-cipède, sur le panier devant le guidon, sur deux enjoliveurs dans les rayons des roues et en prime un petit drapeau à l'arrière. Soit 2m² de vélo sandwich. Le cycliste devient non seulement représentant de commerce, de tout et n'importe quoi, mais il doit accepter un mouchard via GPS pour contrôler si le vélo publicitaire ne traîne pas sur une route de cambrousse ou au fin fond d'une zone industrielle. Et où et combien de temps le cyclopède est stationné. La géolocalisation espionnant les allées et venues pour la rentabilité de l'annonceur. Tant qu'à faire, l'antivol du vélo est équipé d'une alarme. Et un boîtier actualise heure par heure la rémunération du cycliste en fonction d'où est le deux-roues. Tout est marchandise, support, profit. **Traqué pour raquer.** Autre exemple de boîte, localisée à Nantes depuis 2009, qui fait dans le géomarketing au service de la grande distrib et entend «naviguer dans l'espace des potentiels de consommation», tout ça «pour aboutir à un modèle presque mathématique du comportement du consommateur»⁽²⁾ en mettant la ménagère de moins de 50 balais en équation, avec l'aide de chercheurs du CNRS. Réjouissant. **Traqué pour cibler.** La métropole qui innove est comme ça. Tout est devenu marchandise. Surtout vous. On pourrait multiplier les exemples. IBM fait un concours de starteupe intitulé Smart Camp hébergé par le Lieu unique le 17 septembre dernier. C'est la crème des Géo-trouvetruc. Parmi les dix boîtes retenues pour ce millésime 2013, iAdvize fait dans la «e-relation client instantanée, associée à un moteur de ciblage comportemental». Certains espionnent les réseaux sociaux (Bringr y traque les indicateurs de performance), quand Apicube renseigne «les directions marketing, communication et commerciale» en détectant «le ressenti des clients à l'égard d'une marque ou d'un produit afin de mieux adapter leurs stratégies». Qu'on se fasse rouler le nez dans le guidon ou qu'on aille acheter du papier toilettes pour son chat, nous voilà tous du minerai pour ces braves ingénieurs. Conformément au principe de droit de l'Homme à se faire pister partout. ■

Winston «Big Browser» Smith

⁽¹⁾ «Ecoverlo: être payé pour faire du vélo», *Ouest-France*, le 11 novembre 2013.

⁽²⁾ «Parabellum décortique le comportement du client», *Ouest-France*, le 23 septembre 2013.

Souffrez que l'on vous forme

On en bave au Cnam Pays de la Loire. Et ça fait des taches, sur les cravates, sur les arrêts de travail, sur les copies...

Au Cnam, on professe la prévention des risques psychosociaux, c'est-à-dire les parades contre la souffrance des salariés. Ça ressemble à l'adage du cordonnier si mal chaussé.

Directeur du Centre national des arts et métiers Pays de la Loire, Yannick Lefeuvre est un garçon délicieux. Un peu soupe-au-lait peut-être, mais charmant. Quand il reçoit *Lulu*, il s'enflamme au milieu de l'entretien: «Sortez de mon bureau!». Et insiste, furieux: «Vous sortez maintenant!». Simple allergie aux questions. «Vous remettez en cause mon management?» Puis il se ravise. Finit par tenter la séduction. C'est «un énervé mais pas dangereux», disent de lui ses supporters au Cnam Paris. On a connu des soutiens plus appuyés.

Changement climatique

Le bonhomme n'a pas que des amis. On lui reproche de maltraiter ses salariés et de laisser le même climat bousculer les étudiants. Depuis sa nomination, huit directeurs sur onze ont démissionné ou ont été poussés dehors. Accusations de fraude sur les notes de frais, départ très anticipé à la retraite, rupture conventionnelle forcée, tout y est passé. Avec dégâts collatéraux: un de ces directeurs, quinze ans de service au compteur, a été brutalement interdit de contact avec la promo qu'il devait encadrer. Dehors! Pas loin, sur le parking du Cnam, il en fait un malaise cardiaque.

Audit 33!

Le 15 février dernier, deux envoyés spéciaux de l'audit diligenté par le Cnam Paris ont été vraiment très mal reçus. «C'est du management à la hache. J'ai trouvé une ambiance délétère et Monsieur Lefeuvre extrêmement agressif. Face à lui, je n'étais pas mécontent de faire 120 kilos, dit un des deux auditeurs, Jean-Marc Macé, maître de conférence au Cnam Paris*. Il y a des arrêts de travail, des dépressions... Les plaintes n'ont pas été résolues régionalement». L'affaire est remontée à Paris jusqu'à l'administrateur général du Cnam. Mais

Cnam damné

Pour le tissu, on repassera

La devise officielle nationale, c'est *Docet omnes ubique* («Il enseigne à tous et partout»). En Pays de la Loire ça pourrait être *Morflét omnes ubique*, à force de faire morfler tout le monde et partout. Le Cnam se proclame «tisseur de compétences et de liens sociaux depuis 200ans». On y distille de la formation professionnelle, de bac+2 au diplôme d'ingénieur, mais aussi de la sous-traitance pour Pôle Emploi, des bilans de compétences, du reclasse-

ment, des mises à niveaux pro tous domaines, agro-industrie, informatique, bâtiment, logistique, compta, santé, management et ressources humaines, etc. L'objectif, selon le directeur, c'est notamment de «sécuriser les parcours professionnels, évoluer dans son poste ou son entreprise, être plus à l'aise dans son travail, ou changer de vie professionnelle». En interne, le dirlo a nettement privilégié la dernière option: faire changer de boulot. De force. ■



le numéro 1 a fini son mandat en août sans régler le problème.

Bon mauvais motif

À Nantes, l'audit a été suivi d'une mesure de rétorsion expéditive. Le responsable du suivi pédagogique des mémoires a été viré pour faute grave, soupçonné d'avoir alerté Paris, et d'avoir dit que Michel Meignier, directeur des enseignements en santé publique, par ailleurs pédégé de la clinique Brétéché, mettait la pression sur les étudiants. Ni préavis ni indemnité. Le prétexte: «Il a rappelé deux fois les règles de fonctionnement d'un jury de soutenance. Non, ça ne me paraît pas être un motif suffisant. Officiellement, il n'est pas licencié pour l'affaire de l'audit», note Jean-Charles Akif, délégué Force Ouvrière qui l'a assisté à l'entretien préalable au licenciement. Il est aussi question de mésentente hiérarchique. «Il a créé une ten-

sion, c'est une faute professionnelle. Je ne sais pas si c'est un bon ou un mauvais motif... Seuls les prud'hommes jugeront», martèle Lefeuvre. Toujours curieux pour un directeur de faire un tel aveu après avoir viré quelqu'un avec perte et fracas.

Scottish shower

Comme lors de l'entretien avec *Lulu*, Lefeuvre pratique la douche écossaise, passant vite d'une certaine brutalité à une version plus onctueuse. «Il se met à hurler sur les gens, à nous insulter, puis il revient s'excuser. Un vrai rapport de domination. Soit on sort en pleurant de son bureau, soit on rampe...», relate une autre des victimes du directeur du Cnam-Pays de la Loire. Médecin du travail et inspection du travail disposent de nombreux témoignages de souffrance au travail. Un rapport de la médecine du travail est parvenu à la direction parisienne, alertant sur les risques psycho-sociaux, euphémisme pour ne pas dire souffrance au travail. «La violence des méthodes employées a eu des conséquences graves sur la santé des personnes (...) et pour un des salariés, le danger de mort a été réel», écrit en mai dernier la médecine du travail de Nantes, tenant à «faire cette alerte pour des situations qui pourraient coûter la vie des salariés». À la rentrée, nouvelle alerte: son homologue de la Sarthe alerte ses collègues de Loire-Atlantique et de Vendée sur les dégâts constatés au Mans.

Un désagrément

Si le malaise se centre sur le staff de direction, il a aussi été res-

senti dans les cours, notamment dispensés par Michel Meignier, par ailleurs recordman départemental de la mention «mes couilles» dans une conversation empreinte de contrariété. Lors du jury de soutenance, Céline Fillion a fait l'expérience de son sens particulier de la pédagogie: «Je ne connaissais pas ce M. Meignier. J'ai préparé ma thèse avec celle qui l'a précédé à ce poste et qui a été poussée dehors. Pendant une demi-heure, il m'a interrogée sur mes rapports avec ma mère! J'ai vu un homme de pouvoir me descendre pour montrer sa puissance, ne supportant pas qu'en tant que femme, jeune en plus, j'accède après ce diplôme à un poste de direction...»

Véni, védicti.

Tout a une fin: nommé en janvier 2012, Meignier a été destitué par le Cnam Paris l'été dernier. À partir de septembre, son agrément de professorat lui a été retiré. Dispensé de toute responsabilité pédagogique, il ne peut plus valider des diplômes. Les dernières soutenances ont été supervisées depuis Paris, avec des envoyés spéciaux TGV à chaque jury. «On a laissé finir les examens en juin, pour ne pas mettre en difficulté les élèves», dit Jean-Marc Macé mais «à la rentrée, ils ont mystifié des élèves en les inscrivant» sans que leurs diplômes puissent être validés. Accessoirement, autre problème, Meignier était docteur en médecine, ce que l'enseignement supérieur considère comme une «thèse professionnelle» d'équivalent bac+4. Pas assez pour valider des master de niveau bac+5. Officiellement pour Paris «les diplômes délivrés n'étaient pas en conformité avec les référentiels na-

tionaux». Même si Michel Meignier est désormais sans utilité pédagogique, le Cnam Pays de la Loire fait comme si de rien n'était jusqu'à sa retraite: Meignier aura 65 ans en 2014. Et ce gars-là vaut de l'or. Ses cliniques dépendent du groupe Vedici* (24 petites cliniques privées dans le grand Ouest, 3962 lits), qui a accordé sa taxe professionnelle au Cnam.

Antiterrorisme

Pour l'ombrageux Yannick Lefeuvre il n'y a pas l'ombre d'un problème: «Je n'ai rencontré aucun étudiant terrifié. Monsieur Meignier ne terrorise pas ses équipes ni ses étudiants». Et ses méthodes? «S'il a donné un devoir à ses étudiants leur demandant quel était leur plus gros fantasme avouable, ça oui, ce n'est pas normal, complète Alain Meyer, directeur des formations. S'il a fait un cours sur comment licencier, il est parfaitement normal qu'il sensibilise à la manière dont se fait un plan de licenciement».

Si Meignier a répondu par quelques mails laconique, la présidente régionale du Cnam, Sylvie Pass, dont le conjoint Patrick Jouin a été directeur général des services de la Région jusqu'en juillet a opposé à *Lulu* un silence radical. Alertée par des salariés du malaise et de la violence des situations, elle n'est pas intervenue pour autant. Dans cette maison, il n'y a pas Cnam qui vive. ■

Judas B. Grégoire

Cnam qui vive

Mal au cœur de métier

En inaugurant fin août l'extension du bâtiment du Cnam, le président de la Région n'a rien dit sur l'avenir de l'établissement. Un signe. Trois mois et demi après, huit licenciements économiques sont annoncés, y compris dans les fonctions stratégiques de direction. Alors que la Région a prévenu depuis un an des restrictions budgétaires, le directeur n'a pas trouvé de parade et fait porter le chapeau à l'institution ligérienne. Les baisses sur les autres structures de formation sont au maximum de 15%. Traitement plus sévère pour le Cnam qui perd toutes ses subventions d'équipement et la moitié des subventions régionales sur son cœur de métier, les cours du soir, mais aussi sur les stages en journée dans le cadre des formations qualifiantes. Le soir, la journée, reste quoi? Signes que malgré des appuis à la région (via sa présidente), le Cnam ne se montrerait pas à la hauteur. Encore un effort, camarades... ■

Thérapies : la méthode marteau

Attaque de charlatans avec décodeurs. Tous aux abris, vla les zarbis. Dans le sillage d'un médecin allemand défroqué, condamné à de la taule ferme, réfugié en Suède pour échapper aux poursuites.

Ministère Hamer

Conférences attrape-tout, théories invraisemblables, et quelques ennuis avec les tribunaux.

La médecine classique prend parfois les gens de haut. Ses réponses parfois insuffisantes servent bien les partisans des médecines alternatives. Les crises sanitaires aussi. Les charlatans s'engouffrent dans le doute. Les alternatives? Des techniques fumeuses, thérapies hasardeuses, souvent inoffensives, parfois beaucoup moins. On fait circuler les énergies, on prend conscience de soi, on revit sa naissance, on avale une molécule secrète et, forcément, miracle. Dans ce grand souk, les adeptes du décodage biologique, de la méthode Hamer et ses dérivés évoluent comme des poissons dans l'eau.

Ancienne prof de lettres reconvertie en thérapies, Daniella Conti a donné le 31 octobre une conférence à la Manu, et le lendemain deux jours de stage à Saint-Sébastien-sur-Loire. Cette lyonnaise professe la très controversée méthode de l'ex-docteur Hamer, tout en vantant aussi le « crudivore instinctif » dont le fondateur, Guy-Claude Burger a été incarcéré pour pédophilie après avoir été condamné en décembre 2001 à 15 ans de réclusion criminelle pour « viol sur mineur de quinze ans ». Simple détail. Décidément. Le sulfureux ex-docteur Hamer est lui aussi passé par la case prison, condamné en Allemagne et en France. Il garde des partisans dans le coin. La Nantaise Roselyne Morel propose un stage de « décodage biologique ». Elle s'annonce parfois comme médecin, même si ses ennuis avec l'Ordre des méde-

cins l'on mené à démissionner vite fait en 2000 pour éviter *in extremis* de se faire radier pour « suspicion d'appartenance à une secte », et « suspicion d'utilisation de thérapies illusoires », comme elle s'en vante elle-même sur le site de Cap Libertés de conscience (CAP LC) dont Roselyne Morel est vice-présidente. Un lobby en guerre contre les anti-sectes. Elle préside aussi la filiale Cap liberté thérapeutique. Le siège de l'association nationale CAP LC est à Nantes, rue Saint-Léonard, à l'ombre de la mairie, même adresse que l'activité de thérapeute de Mme Morel, implantée à Nantes depuis 1999. Elle y dispense des séminaires de formation à la méthode Hamer. En 2007, elle a carrément demandé la dissolution de l'Ordre des médecins. Sans succès. Elle se présente aux législatives la même année dans la 2^e circonscription, sur la liste « La France en action ». Son score? 0,69%. Raté pour passer la barre des 1% dans au moins 50 circonscriptions et bénéficier d'argent public en retour. En 2008, elle est coordinatrice d'un colloque de CAP LC titré « Médecines non conventionnelles et libertés de choix thérapeutique; les défendre, se protéger face aux accusations de dérives sectaires ». À la tribune, un avocat angevin s'y répand contre la dictature de la preuve scientifique requise pour valider une thérapie, et pourfend ces salauds de journalistes. Les deux grands satans. C'est comme les charlatans, mais en moins charla. ■

Clarabelle Zébute

Autocare Le crabe à la soubiroussette

Attention, c'est du Lourdes !

ON croyait digérée la loi de séparation du cancer, du bénitier et de l'État. Pas du tout. La Ligue contre le cancer 44 fait déjà la promotion à marche forcée du qi gong pour les patients. « Tenue souple recommandée. Se munir de ballerines semelles plastiques blanches ou de grosses chaussettes », prévient le site de la Ligue qui cite Isabelle: elle vante cette « méthode pour améliorer la santé des personnes » tout en avançant que ça « mobilise l'énergie » à coup d'« automassage complet du corps suivi d'une méditation », et d'« une marche douce », qui « permet de réguler les troubles émotionnels et de réguler aussi les cinq organes, le poumon, le cœur, la rate, le foie et les reins ». Pourquoi chercher plus loin ?

La rubrique « des associations qui comptent » en retient douze, notamment « Lourdes cancer espérance », une association dotée d'un aumônier, un aumônier adjoint et de chauffeurs, qui organise des pèlerinages en car à Lourdes pour se miraculer les métastases. Mais attention avec obligation de moyens, pas de résultats. Moralité: tout crabe plongé dans l'eau bénite mérite de payer le billet retour. ■



Complètement malade

Le cancer ne s'use que si l'on s'enserre

Ça tient de la conférence bien rance. À en croire cette vendeuse de certitudes et de livres dédicacés, toute maladie remonte à l'enfance.

Le cancer, on en fait tout un plat, alors que c'est rien du tout, juste un bête problème psychologique enfoui. Et ça se guérit fastoche, suffit de se réconcilier avec soi-même en pardonnant à ses parents. Cette théorie fumeuse est défendue par la Québécoise Lise Bourbeau, venue prêcher sa bonne parole le 29 septembre à Nantes, à l'hôtel de l'Horticulture. Citations tirées de son bouquin « Ton corps dit: aime-toi! »: « Si le cancer atteint un sein, c'est parce que tu devrais t'accepter dans ta façon de mater les autres, même si ça ne répond pas toujours à leurs désirs et attentes ou à ce que tu as appris (...) La plus grande difficulté de la personne atteinte d'un cancer est de se pardonner à elle-même d'avoir eu des pensées haineuses. » La cause principale des maladies vénériennes: « La honte vécue face à la sexualité (...) Une partie de toi veut avoir une vie sexuelle active, mais une autre partie veut t'en empêcher ». Une dent cariée? C'est juste « pour t'indiquer que ton entêtement n'est pas bénéfique pour toi. » Le ver solitaire? Alors là, c'est clair: « Tu te laisses parasiter par les autres et surtout par leurs pensées et leur façon de vivre ». Le reste à l'avenant, bien enserré dans un bouquin à 23 euros. Tout ça pourrait paraître folklorique, mais c'est avec de telles sornettes qu'on pousse les malades à abandonner les traitements médicaux conventionnels.

Écouter les balivernes de Lise Bourbeau coûtait quand même 15 euros par tête de pipe. La dame qui a fondé l'école « Écoute ton corps » se réclame des préceptes de l'ex-docteur Hamer et est capable d'écrire dans un de ses bouquins que les enfants victimes d'inceste sont en partie responsables de ce qui leur est arrivé. Son correspondant pour Nantes, Dominique Caraës, agent immobilier basé à Redon, a organisé aussi en mars dernier, avec l'association « Jaune turquoise », une conférence sur le décodage biologique dérivé de la méthode Hamer et reliant émotions et organes. Technique contre laquelle la Miviludes met tout autant en garde.

Le site de Jaune turquoise aligne ses « références »: un spécialiste ès calendriers maya; des tenants de la réflexologie plantaire; des psychothérapeutes par l'hypnose, par les couleurs, par l'électricité; un vendeur de stages en guérison christique; un naturopathe mêlant les couleurs et les dessous de pieds; un concessionnaire de la méthode TCAP (Technique de croissance et d'accomplissement personnel). Un vrai bazar New Age. Comme Lise Bourbeau, ils ont de quoi enliser et embourber leur monde. Mais attention, les mauvais jeux de mots ont certainement des causes émotionnelles immergées. ■

Harry Prouteur

C'est qui ce gusse ? Charlatan repris de justice

Condamné, foutu en taule, le médecin radié a des adeptes dans la région.

Médecin déchu, l'Allemand Ryke Geerd Hamer a été condamné à 19 mois de prison ferme en Allemagne en 1997, et à trois ans ferme en France en 2004 « pour escroquerie et complicité d'exercice illégal de la médecine, suite à la plainte déposée par un homme dont l'épouse atteinte d'un cancer du sein était décédée du fait du refus de traitements éprouvés », souligne la Miviludes, mission interministérielle de lutte contre les dérives sectaires, qui note que « la méthode préconisée par cet ancien médecin allemand exclut tout simplement le recours aux traitements conventionnels pour soigner le malade. Cette prétendue "nouvelle médecine" repose sur le postulat selon lequel toute maladie est la résultante d'un choc psychologique intense et d'un conflit intérieur non résolu. La méthode Hamer, à l'image d'autres méthodes, théorise le charlatanisme (...). Le caractère préoccupant de toutes ces théories et des enseignements qui les accompagnent – notamment en matière de cancer – apparaît à la consultation de forums de discussion sur la santé, à l'intérieur desquels les concepteurs de méthodes non éprouvées font insérer des mots clés qui renvoient vers leurs propres sites. Il s'agit là d'un moyen d'approcher les malades. » ■

Sillage de macchabées

Depuis ces petits ennuis, Hamer s'est réfugié en Norvège, et a toujours des adeptes en France. Il se prétend victime d'une conspiration juive qui aurait voulu utiliser la chimio et la morphine en projetant un génocide de la population non juive ! Accessoirement, il nie aussi l'Holocauste. Toujours ce bon vieux sens du détail... Ses pratiques ont déjà quelques morts dans leur sillage. Méthode Hamer et biologie totale sont considérées comme « pseudo-théories représentant un danger mortel potentiel pour tout patient qui y aurait recours » selon l'AFIS, l'Association française pour l'information scientifique. Principale asso anti-secte, l'ADFI, l'asso de défense de la famille et de l'individu, prévient: « Nous mettons le public en garde sur les risques liés à la "médecine nouvelle" et à la nébuleuse de diverses méthodes ou thérapies qui en découlent. Pour des personnes non averties, des termes tels que: décodage biologique, décodage bio-psycho-généalogie, cyclologie, bioanalogue, métakinébiologie, etc., peuvent faire penser à des méthodes scientifiques. Toutes ses méthodes sont dangereuses et n'ont aucun fondement scientifique. » ■

Charles Atan

Gestes déplacés

Les espèces déplacées à ND des Landes? Un coup dans l'eau.

Il y a un an, des amateurs de faune et de flore se sont rassemblés pour témoigner de la richesse du site de ND. Le collectif «Naturalistes en lutte» regroupe des centaines de volontaires, spécialistes des oiseaux, des reptiles, des batraciens, des insectes, du campagnol amphibie, des chauves-souris, des reptiles, des poissons ou de la flore du bocage. Tous les mois, la nuit ou le jour selon les espèces à observer, ils ont nourri un inventaire nettement plus copieux que ce qu'a produit le bureau d'études Biotope, payé par l'État pour faire des états des lieux et préparer l'acceptabilité à ratiboiser ces zones humides de bocage rare. Le volet déplacement d'espèces protégées ne va déporter que quelques bestioles: «C'est pour le spectacle médiatique censé masquer, si le projet se fait, la destruction massive d'espèces sous les remblais, dénoncent les spécialistes des amphibiens. Ce déplacement de quelques tritons marbrés et crêtés est une petite mesure expérimentale sur 19 mares (sur 202 mares repérées dans la Zad) qui ne compte même pas dans le calcul des mesures compensatoires». Adieu tritons palmés, grenouilles agiles, crapauds calamites, pélodytes pédonculés, rainettes vertes, lézards, couleuvres et bien d'autres. Pour ne parler que des amphibiens. Et si ces bestioles ne se laissent pas marcher dessus? Imaginez: «Chef, une insurrection de crapauds!» ■

Canardages

Spiderman saute sur ND

Un comité scientifique a été nommé le 28 août dernier pour suivre les mesures compensatoires non validées de ND. Un comité de plus. Surprise, l'arrêté préfectoral n°2013240-0002 donne la liste des experts, mais aucun spécialiste en hydrologie, sauf en pédologie, mais c'est une compétence indirecte. Il y a bien un expert en acoustique, un spécialiste des reptiles, un autre en qualité de l'air, une chercheuse en agronomie, mais pas d'humidozonard. Le président de cette commission, un certain Alain Canard (c'est son vrai nom), est présenté comme un chercheur émérite en écologie et gestion de la biodiversité à l'université de Rennes. Mais ce monsieur n'est pas un spécialiste de l'avi-faune, contrairement à ce que son nom pourrait suggérer. Cet Al Canard, alias the Amazing Spider-Donald Duck, est aranéologue, autrement dit incollable sur les araignées. Ainsi donc, un spidexpert donne son avis sur les mesures compensatoires relatives au dossier eau. Pour les prochains comités scientifiques, quelques idées de casting: Daredevil, Batman, le Concombre masqué, SuperDupont... ■

l'université d'été des doryphores

c'était encore l'été au Rosier, sur la ZAD de ND des Landes. Une journée de coup de main collectif pour ramasser quelques tonnes de patates. De quoi nourrir celles et ceux qui occupent le terrain. De quoi nourrir la cause...



Benne oui oui

Le gang des couillus sauvages

Oui oui oui et autres convictions des béni oui oui autocollants.

Lobby pro aéroport infesté de dignitaires de la chambre de commerce, l'association Les Ailes de l'Ouest, se radicalise et vire carrément à l'illégalisme le plus répréhensible. On les a vu accrocher leur logo et leurs autocollants aux ponts du périf, sans la moindre déclaration d'utilité publique estampillée par le préfet. Ils ont commis l'affichage sauvage (il n'y a pas d'autre mot) sur du mobilier urbain, apposant leur autocollant

bleu ou un nez d'avion percute le O ouvert du Oui à l'aéroport. C'est assez dégoûtant. Le graphisme a des faux airs de pub Orangina cheap, version porno de cour de récré. Selon les meilleurs spécialistes en sémantique logotypée, «le design graphique est en phase avec les valeurs défendues». C'est-à-dire? «Le BTP, c'est viril, faut en montrer». Carrément. Même en repartant piteusement la queue entre les jambes? ■

Inventert à la prétaire

Perdu jambe, bon état

Après avoir remballé les décibels de la fiesta à ND des Landes début août, on a retrouvé une jambe. Mais c'est juste celle d'un pied photo. Oublié. Sinon, la liste des objets perdus lors de la fête début août à ND des Landes est affligeante de banalité. Six bigophones portatifs, quatre paires de lunettes de vue, six paires de lunettes de soleil. Une chevalière, mais pas de doigts; trois bracelets mais pas de bras; deux couteaux de poche; une lampe frontale et une torche mais pas de loupiots

ou de loupiotes abandonnés par leurs parents. Trois chapeaux de paille mais pas la moindre botte de paille, une écharpe, mais pas le moindre rhume. La garde-robe comprend une veste de costume (mais pas le falzar), cinq paires de sandales sans les ripatons, une pipe et une blague à tabac, sans les quintes de toux. Des trousseaux de clefs mais pas la maison, la bagnole et l'antivol du vélo qui vont avec. Comme quoi, quand ils oublient des trucs, les gens oublient d'oublier le reste. ■

Le charbon est vert, c'est nouveau

La centrale de Cordemais super écolo, d'après la chambre de commerce et EDF. Face à cet enfumage, un peu de désintox s'impose.

TITRÉ «Le "vert" devient-il capital pour les entreprises?», le dossier du magazine de la chambre de commerce et d'industrie dévoile que la centrale de Cordemais est un modèle de vertu. Depuis 2010, elle est «certifiée ISO 9001 et SA 8000 (socialement responsable) pour ses efforts en matière de développement durable. Une première sur un site EDF». Un comble: la centrale «thermique», c'est à dire qui crame du charbon (bon an mal an, quelque deux millions de tonnes) et du fioul lors des hivers à forte demande, serait donc la plus écolo de France. Pourquoi tu tousses? Au même moment la BERD, Banque européenne de reconstruction et de développement bannit le charbon, «l'un des premiers contributeurs anthropiques aux changements climatiques et dont les conditions d'extraction et de combustion sont extrêmement nocives pour l'environnement et la santé» notent les Amis de la Terre.

Fume, c'est du propre

À Cordemais, on respire, paraît que les brûleurs spéciaux veulent réduire de 80% les rejets d'oxyde d'azote. Les fumées? Dépoussiérées, désulfurées. Mieux: «Une fois par an, une réunion est organisée pour parler nuisances sonores». Sans crier pour pas faire péter le compteur à décibels. C'est ça, les «performances environnementales» de la centrale. Passons sur la norme SA 8000 qui vérifie en gros qu'on ne fait pas marnier des enfants, que les syndicats ne sont pas persécutés, qu'on n'y exerce pas de discrimination et qu'on peut se former. Quoiqu'on fasse pour «laver les fumées», filtrer les particules crachées par les cheminées, et arrêter de



respirer tous les deux jours, on n'empêchera pas que la combustion du charbon reste une source de pollution et de gaz à effet de serre. Question bilan carbone, le charbon, c'est pas top. C'est même l'énergie fossile qui émet le plus de CO₂. Impossible de le défendre sans masquer les conséquences environnementales, climatiques et sanitaires. Le charbon propre n'existe pas**. Cordemais, c'est moi'

moit': deux tranches charbon, deux de fioul. Brûler du pétrole pour faire de l'électricité, ce n'est pas non plus le truc génialement écolo. Seule solution pour avoir une planète bien verte, lire et relire le journal de la chambre de commerce. Et le brûler après. En lavant les fumées. ■

* Plein Ouest n°161, septembre-novembre 2013

** Novethic, 8 juin 2009,

22, vla les électriques!

La fée contre le caca de cigogne

Il était 22 fois des oiseaux à longues pattes qui chiaient sur les pylônes électriques.

La cigogne est vraiment pé-nible, à coller ses nids au plus haut des pylônes. D'après RTE, Réseau de transport d'électricité, il y aurait 22 nids sur ses pylônes à haute et très haute tension dans le département. À part l'avantage des poussins électriques, on ne voit pas. La brindille, la coquille et la plume, RTE s'en passerait bien. En fait la cigogne chie n'importe où et ses fientes tombent sur les isolateurs, et ça, RTE n'aime pas du tout.

La cigogne a depuis plusieurs années quitté la seule Alsace pour s'installer en villégiature en Loire-Inférieure. La première année, RTE a carrément viré les nids de ses pylônes et placé des piques pour éviter que les satanés volatiles ne reviennent. Comme pour de vulgaires pigeons infestant les gares. «Mais la cigogne est extrêmement têtue, confie l'ornithologue Jean-Yves Brié*, elle est revenue nicher au milieu des piques!» Après négociation avec



les assos des amis des oiseaux (Les cigognes? Pas consultées), RTE a fini par accepter de laisser poser des paniers au haut des pylônes, pour éviter que les nids ne basculent, tout en les décalant légèrement pour éviter que la fiente ne macule la Fée Électricité. Pour se garantir contre des retours de plumes, RTE a obtenu un arrêté préfectoral du 30 août 2013 qui permet de «détruire, altérer, dégra-

der des nids de cigogne blanche» en Loire-Inférieure, et ce jusqu'en 2015 compris. Est aussi permis de «capturer, déplacer et relâcher des spécimens vivants». Dégagez, sales bêtes! S'il y a reconduite à la frontière, on leur paie l'avion? ■

* Coordinateur du programme cigogne au sein de l'Acrola, Association pour la connaissance et la recherche ornithologique en Loire-Atlantique.

LATULULULU?

En vouloir

Ouest-France, le 2 août 2013

Deux frères visés dans un guet-apens à Vigneux. L'un est blessé, l'autre mort. «Tué d'une rafale d'arme de guerre.» Le titre claque comme les sept balles dans le dos qui l'ont descendu. Le rescapé des deux avait déjà été blessé un an plus tôt, sa BMW criblée de balles. Commentaire implacable: «De toute évidence, quelqu'un lui en veut terriblement». C'est très exagéré. C'est sûrement un simple malentendu. ■

Zombie futé

Presse-Océan, le 29 octobre 2013

La police n'a peur de rien, même pas des morts vivants. Et elle veille sur les transports en commun où pourraient se glisser des créatures exsangues. Dans les bus et les trams, les «déploiements policiers se sont succédés en octobre», sachant que «lors de ces opérations, un policier prend parfois place au PC de sécurité de la Tan», notamment «lors de la zombie walk». Mais qui protège la police d'une contagion? La validité d'un procès verbal est déclarée douteuse s'il est effectué par un fonctionnaire en état de mort cérébrale avancée, errant sans but apparent, les bras horizontaux. ■

Délit de ticheurte

Politis, le 26 septembre 2013

La stratégie est vieille comme la Sarkozie et les sommets du G8. Surtout pas d'image de confrontation avec des opposants. La police veille à tenir à distance les pas contents. Ces trublions potentiels sont repérés, neutralisés, évacués même s'ils sont inoffensifs. Le 6 septembre, le ministre premier Ayrault Jean-Marc va inaugurer la foire de Strasbourg. Avant l'entrée dans l'enceinte privée de cette foire, un groupe d'opposants au projet d'aéroport à ND se fait refouler manu policiari. Un seul réussit à passer en maille. Pas longtemps. Il

s'est fait reconduire sous bonne garde par deux flics qui l'avaient pisté. Son tort: avoir sous son polo un T shirt disant non aux avions à ND des Landes. Retenu deux heures par la flicaille qui lui dit que la vérification d'une identité permet de retenir toute personne pendant quatre heures. Argument bidon. Il n'y avait aucun doute sur son identité, qu'il a donnée tout de suite. Bravo. Quelle image désastreuse ces braves fonctionnaires ont épargné au Premier en chef. Qu'on les décore! Fanfares, honneurs, trompettes! ■

Nom d'empreinte

Ouest-France, le 3 juin 2013

Le titre claque comme une giclée d'acide désoxyribonucléique: «Le risque d'erreurs des tests ADN va être réduit». Ah bon? On croyait que c'était infaillible, cet ADN. La preuve sans appel... Finalement non, les agents qui manipulent ces empreintes peuvent saloper le boulot, balancer un postillon au passage et mêler leur bave à en faire une empreinte ADN bâtarde, mêlant l'échantillon visé et l'identité du préposé à l'analyse. On nous a fait gober au début que ça ne servirait qu'à tracer et traquer

les délinquants sexuels. Puis les prisonniers y sont passés et maintenant n'importe quel contrevenant à un petit bout de l'ordre établi. À la fin de l'article, un certain Frédéric Dupuch, directeur de l'Institut national de la police scientifique, lâche que pour éviter les erreurs, autant avoir les références des intermédiaires: «Et pourquoi ne pas typer les pompiers, les magistrats... Ce serait gigantesque». Il oublie les flics. Pour être vraiment sûr, il faudrait leur empreinte génétique dès la naissance. Gigantesque? ■

Première ligne bloqué(e)

Ouest-France, le 4 juin 2013

Pataqués dans le tram le 24 mai pour la desserte du stade de La Beaujoire où se jouait Toulon-Toulouse dans le top 14 de rugby. La Tan n'avait pas prévu autant de supporters. Les trams étaient bondés, tout le monde bloqué. Le trajet, normalement de 20 minutes quand le chauffeur est en forme, dure cette fois une heure et quart. Sans la moindre information du public sur le délai d'attente envisageable, les raisons du couac ou l'âge du président de l'amicale des

retardataires communément transportés. Piteux, le directeur de la Tan explique dix jours plus tard que les organisateurs ne l'ont pas contacté, que les supporters, ces imbéciles, n'ont pas pris le car et qu'en plus, un accident a plombé le trafic. En concluant d'un joli «On essaiera de faire mieux la prochaine fois». Petit joueur. Il aurait pu essayer tout de suite d'accuser l'altitude, la forme bizarre du ballon, la météo pourrie et demander à virer l'entraîneur... ■

Maison des arts : un chantier mal orchestré

Problèmes d'acoustique depuis trois ans à la Maison des arts de Saint-Herblain. On déchanté. On ne s'entend plus. Ou trop. De quoi de couac ?

Le lieu culturel est populaire, mais il résonne de dissonances mal feutrées. À Saint-Herblain, trois ans après l'inauguration, la trentaine de salles de la Maison des arts fait le plein. Au cœur du quartier de Bellevue, l'endroit est majestueux, doté de 400 instruments pour 1300 élèves et une quarantaine de profs. Architecte et maître d'œuvre, l'agence Tetrarc fait dans le lyrique pour vanter son œuvre comme une «organisation anatomique»: «Sous la peau anodisée, l'espace s'organise comme un corps irrigué par un cœur central». Cette agence nantaise connaît la ville comme si elle l'avait faite, ce qui va finir par être vrai à force d'accumuler les chantiers depuis 1997.

En arrière la musique

Cette boîte à zizique est très jolie, sur le papier, et aussi visuellement. Gros bémol, l'acoustique. Une catastrophe. Fâcheux quand les murs doivent justement faire cohabiter des musiciens jouant des partitions différentes en même temps. Avec un chantier à 15 millions d'euros, on pouvait espérer mieux qu'une bête salle de mariage. L'isolement phonique plombe la plupart des pièces. «On s'entend d'une salle à l'autre», raconte un élève qui dit l'impossibilité de se concentrer sur son violon quand une percussion et une batterie jouent

autre chose derrière la cloison à s'en mélanger les partitions. Des enseignants ont même pris le parti de retourner donner leurs cours dans les anciens locaux d'avant 2009. D'autres bricolent, improvisent en éloignant les instruments: au fond, les cuivres, mais pas à fond! Une histoire de ventilation mal fichue aurait généré ce dysfonctionnement de l'isolation phonique: l'air circule d'une salle à l'autre et avec lui, le son. Un «défaut de confection», selon la mairie de Saint-Herblain. «Un problème d'étanchéité entre les salles, l'isolation n'a pas été placée aux bons endroits», précise un

usager. En février 2011, le conseil d'orientation de la maison râlait déjà contre l'isolation acoustique qui devait être «optimale entre toutes les salles», le programme initial prévoyant que «les salles de musique soient polyvalentes et non dédiées à un type d'instrument». C'est comme si on avait pissé dans un violon.

Régler la note

Ça dure depuis l'ouverture. Rien n'a été réglé à ce jour malgré des annonces de travaux** que personne n'a vu venir, à part quelques ajustements. «Une action en justice est en cours, dans laquelle la mairie est victime», chu-

chote la communication municipale, style minimaliste. Des experts qui connaissent la musique sont passés voir quels travaux engager, à quel coût, qui régler la note, s'il faut revoir toute la circulation de fluides (eau, électricité), la ventilation. Ce qui obligerait à faire tomber des murs et revoir les circuits. La facture approcherait un million d'euros et chacun espère trouver un assureur pour la régler. Mais les travaux supposent une mise en quarantaine de la salle pour six à neuf mois. Retour aux anciens locaux pour quasiment une saison complète. Une partition redoutable!

Silencio ma non troppo

Les profs de musique ne sont pas causants: «Je suis fonctionnaire, j'ai un devoir de réserve. Et nous avons ordre de ne pas parler», résume l'un d'eux. Idem pour le directeur de l'endroit et les techniciens, qui ont pour consigne de renvoyer vers la mairie... qui elle-même ne dit pas grand chose. En juin dernier, la direction du cabinet du maire lâche une info: «Vous devancez notre plan de com'... De toute façon, on ne sait rien!». La langue de bois contamine même ce prof: «Je pense que la mairie a pris le problème à bras-le-corps». Même blocus motus chez l'architecte, contacté à plusieurs reprises. Sans doute pour ne pas en ajouter à la cacophonie. ■

Samson Notone

* Le Courrier de l'architecte, le 13 avril 2011.

** «Maison des Arts: les sondages continuent», Ouest-France, le 29 mai 2012.

Panique au cabinet Le menteur masqué a encore frappé

Les élections, ça vous paranoïse des appartchiks comme de rien. Chaque rentrée, l'équipe du petit magazine culturel Pulsomatic réalise pour Nantes métropole le guide Copilote destiné au 16-25 ans et recensant les associations. En casant régulièrement Lulu dans le panorama, photo à l'appui. Un esprit de coquetterie assez ridicule et une tradition désormais acquise font que chaque fois, Lulu pose masqué par le journal, mis en avant sans trombine visible. Mais cette année, le titre choisi pour la photo «Vinci, environneMENTEUR» a fait tiquer le cabinet du maire et de la communauté urbaine, qui a bien senti que publier cette photo mènerait inéluctablement à la déroute électorale instantanée. Une déculottée programmée. D'où la demande de refaire illico une autre photo. Finalement, ce sera la une «Suivis», traitant du flicage des clients des transports en commun. Voilà un bon boniment pour la ville où il fait bon paniquer ensemble. ■

Tare tag à la récré

Dialogue d'outre-bombe

Vandalisme ou œuvre d'art, soupe contrôlée ou transgression digne du bagne? Attention à l'attentat à la bombe.

Le tag, ça craint. Ça coûte une blinde à nettoyer. Un fléau. Une horreur.

Au gnouf

«Avec 138000 m² de graffitis nettoyés sur le territoire métropolitain et un budget de 1,2 million d'euros en 2012, les graffitis sauvages sont une véritable nuisance pour les habitants du territoire et leur enlèvement représente un coût important pour la collectivité», dit Nantes métropole qui revendique d'être plus performante dans «la lutte contre les tags, une priorité», et assume la répression coordonnée avec la police et la justice. Le code pénal prévoit jusqu'à 3750 euros d'amende et des peines de travail d'intérêt général si les dégâts sont légers. Pour le nettoyage, c'est même un marché, sous-traité à des boîtes privées, comme HTP-antigraffiti, champion de l'hydrogommage qui balance du sable et de l'eau, et c'est paraît-il écolo.

Pssschitt attitude

Schizophrénie: le tag, c'est aussi une culture à choyer. Bon, d'accord, pas le graffiti sauvage, juste sa version apprivoisée, avec autorisation, gentil-gentil. En novembre 2011, le Lieu unique a présenté l'expo «Faire le mur» dédiée au graffiti indoor.

TRAVAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL



Pour le Voyage à Nantes, l'été dernier, l'expo «Over the wall», un «parcours graffiti sans précédent» conviait une trentaine de barbouilleurs «de renom», avec cette explication: «Le graffiti, cet art vivant qui bouscule le paysage urbain, a littéralement «débordé» en s'invitant sur différentes surfaces... L'ambition de ce projet: faire de Nantes une ville emblématique du graffiti et plus globalement de la culture street art». Dans le cadre de Spot, événement dédié aux jeunes à la mi-septembre,

une «jam graffiti» a rameuté cent graffeurs en ville mais bien cadrés, dans les emplacements dûment autorisés par le «plan graffiti», avec arrêté municipal personnalisé, permettant à chaque graffeur identifié de laisser sa trace. À un mètre près, le même signe de peinture est de l'art officiel ou un motif de convoc' au tribunal. Pourtant, quand c'est un espace autorisé, et que le message déplaît, Nantes métropole envoie sa brigade de repintureurs d'intervention, qui a

un plan de recouvrement pour réduire au silence les rebelles du cadre autorisé. C'était le cas en 2012 pour masquer au plus vite l'inscription «où sont les gens du voyage à Nantes?». Nantes Métropole avait alors bredouillé que «le message ne correspond en rien à la démarche artistique pour laquelle ce mur est réservé». Résumons: le tag, au goulag, le graff en autographe. Incivilité sanctionnée ou culture aérosol encouragée, on s'emmêle les peintures. ■

Jean-Michel Masquiat

À vos rangs fisc!

Le PV au harpon

Feu rouge, pataquès et opposition.

En août, taille la route, dit le proverbe. En août 2012, conduisant un camion prêté par une copine, Jérémy grille un feu rouge. 90 euros d'amende. La copine n'étant pas au volant, l'amende est contestée en indiquant qui conduisait ce jour-là. L'administration ne répond pas. Un an et demi après, Jérémy découvre un avis d'opposition sur son salaire, compte bloqué au 14 décembre, pour harponner une somme de 395 euros, pénalités incluses. Au Trésor public, le service «Avis d'opposition» lui fait une réponse embarrassée: «On ne peut rien faire. C'est une entreprise externe qui fait les relances, une boîte privée payée à l'adresse saisie. Ah effectivement, ils se sont trompés. Au lieu de rue de la Bourgonnière, ils ont inscrit Rue de la Begronnière, ça n'existe pas...» En sabotant son boulot, le sous-traitant du fisc alourdit l'amende, sans voie de recours. À se demander si comme les portiques écotaxe, il ne faudrait pas brûler vraiment les feux rouges. ■

* Le prénom a été changé

Le quartier met la création sous blister

Dans l'ancienne Venise de l'Ouest, la tête de gondole est un must culturel subventionné. Le Quartier de la création s'en occupe.



Je le sens pas, son plan de gamme de produits noise hardcore allégés et de terroir authentique pour la grande distribution

La culture, faut que ça crache du cash. Si c'est pas rentable, si c'est pas un produit bankable, à dégager. Tels sont les buts du «Quartier de la création», qui n'est pas vraiment un périmètre de ville mais un cluster, censé fédérer les entreprises créatives⁽¹⁾, une équipe de 22 personnes, s'efforçant à centrifuger des projets et à doper leur chiffre d'affaires. En étudiant les manifestes du Quartier de la création, Jean-Michel Lucas⁽²⁾, ancien président de l'association Trempolino, démonte en treize pages⁽³⁾ cette «machine à transformer l'art en produit». Selon lui, une politique publique ne peut avoir comme objectif principal de doper du business en escamotant l'intérêt général.

Kilos de lucre

L'objectif autoproclamé du cluster est le «développement économique au carrefour de la culture, du savoir et des technologies» en cherchant un «nouveau modèle de croissance, issu de la rencontre entre artistes, chercheurs, étudiants, entrepreneurs...» et en facilitant «l'accès à de nouveaux marchés, aux financements, à la commande publique», notamment par «le soutien à la mobilité européenne des entrepreneurs créatifs». Tout ça pour des entreprises, éditeurs, designers, agences web, concepteurs de meubles ou de jeux vidéo, architectes, communicants, scénographes, bidouilleurs de bijoux ou autres, tous sur le marché concurrentiel. Mais en fait, il ne faut retenir que les activités à la rentabilité marchande sûre, qui vont générer du profit. Par exemple pour coordonner les marchés de Noël des créateurs qui n'est que du petit commerce de boucles d'oreilles et de lumignons.

Le non-lucratif, la culture qui relie des gens sans rien à vendre ou à encaisser, dehors. Tout ce qui n'est pas quantifiable, raus! Rien à foutre des incapables qui ne savent pas doper leur chiffre d'affaires opérationnel, booster les emplois à flux tendu et impacter l'excédent brut d'exploitation en mode benchmarking spéculatif à court terme défiscalisé. Le Quartier de la création rejette

«les acteurs qui estiment que "faire culture" signifie "faire humanité ensemble" et pas seulement "faire du succès et bon commerce pour soi tout seul"», souligne Jean-Michel Lucas.

Les marchés les marchés

En piochant dans les activités récentes du cluster, on trouve une réunion speed dating sur «commerce et tourisme à la rencontre des industries créatives et culturelles», une rencontre sur «La formation, levier stratégique du développement», une table ronde débattant de «l'accès à l'international» et aux «marchés plus lointains», et du «spill-over» autrement dit de la «fertilisation croisée, la porosité entre industries créatives et industries traditionnelles», mais attention «en double flux»...

«Un acteur magnifique pour tous les spécialistes de la musique mais qui ferait un disque invendable ne sera pas admis dans le dispositif public du quartier de la création!», insiste Jean-Michel Lucas avant d'ajouter: «Le cluster serait-il l'aboutissement d'une vie culturelle nantaise devenue simple outil du rentable et de l'attractif? On s'étonne aussi que le cluster ait oublié les acteurs associatifs dont la valeur culturelle tient moins à leur chiffre de ventes qu'à leur impact sur le développement des personnes (ce que d'autres appellent "l'éducation populaire"). Nantes ne manque pourtant pas de ressources dans ce registre.»

Best seller system

Le vivre ensemble se voit sacrifié au profit du vendre à l'ensemble. «Cette position nantaise est incompréhensible, donc irrecevable, car elle nie toutes les conventions internationales Unesco que la France a ratifiées sur la diversité culturelle», poursuit l'ancien président de Trempo. Il lance même une demande de clarification ou de boycott: «La question est clairement politique: en excluant de la délibération de l'intérêt général du cluster toute référence aux conventions Unesco, le Quartier de la création ne peut être qu'en porte-à-faux avec toutes les associations qui affirment leur volonté de contribuer aux valeurs humanistes de la diversité culturelle. Elles devraient

donc renoncer à collaborer avec le cluster...».

Et si le système entend favoriser les initiatives générant des profits comptables, leurs liens avec le Quartier de la création ne sont l'objet d'aucune règle. Celui qui réussit n'est en rien redevable au cluster. Celui qui échoue, on le vire? Sous quels critères se fait le déréférencement? À l'inverse, aucun système de solidarité ou de repêchage n'existe pour les projets moins évidents que prévu.

Intérêt généralement privé

«Ce Quartier de la création ne revendique aucune autre valeur d'intérêt général que le développement économique direct des entreprises et indirect du territoire, via son attractivité», alors que «l'intervention publique doit se justifier au nom de l'intérêt général et pas du tout au nom des intérêts privés de certains groupes (même s'il s'agit d'artistes). Or, le cluster nous explique qu'il est là pour servir les intérêts d'entrepreneurs privés en devenir. Où est donc l'intérêt général avec une telle mission de soutien à des intérêts particuliers?», analyse Jean-Michel Lucas.

L'auteur ne le dit pas en ces termes mais la soumission aux marchés, fussent-ils culturels, ce n'est rien d'autre que le fait de privilégier le commerce capitaliste... L'exception culturelle à la nantaise, Jean-Michel Lucas la croit sauvable: «Nantes peut encore revoir sa copie pour mieux s'engager dans la voie d'un territoire plus riche, riche en valeurs humaines, mobilisant à cet effet le meilleur des arts et des savoirs comme les plus "adéquates" des relations entre les personnes.»

Résumons: les loosers au bar, les winners au code-barres. ■

Jean-Loup Corcul

⁽¹⁾ Lire aussi «Clusterisés sauvagement, la classe!», Lulu n°76, mai 2012.

⁽²⁾ Docteur d'État ès sciences économiques, ancien Drac (directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine), aka Doc Kasimir Bisou.

⁽³⁾ Version intégrale sur le site de l'Irma, centre d'information et de recherche pour les musiques actuelles: www.irma.asso.fr/Jean-Michel-Lucas-Doc-Kasimir

Le triomphe des indus cul

Un petit guide de sociologie nantaise portative vient de sortir. Extrait:

Sur les 126 pages de l'opuscule, le hasard a fait tomber sur ces quelques phrases, écho à cet article sur le quartier de la création: «Tout se passe comme s'il importait, désormais, de prendre acte des mutations socio-démographiques de la population et des exigences de la "compétitivité" en affirmant, plus encore qu'auparavant, le lien nécessaire entre la culture et l'économie, incarné ici par les "industries culturelles" particulièrement choyées (...) la puissance de frappe médiatique dont bénéficient ces événements en ferait presque oublier que des voix s'élèvent, de temps en temps, pour contester la concentration des budgets et pouvoir d'orientation de l'action culturelle entre les mains d'une minorité d'entrepreneurs.» ■

* Sociologie de Nantes, de Philippe Masson, Marie Cartier, Rémy Le Saout, Jean-Noël Retière, Marc Suteau. Ed. La Découverte. 10 euros.

Un prêt pour un vendu

Le patron n'est pas un mauvais cheval

Le meuble à tiroirs, le tiroir caisse et l'élevage de canassons. Saga.

MAISONS du Monde, la success story vertavienne, devrait se rebaptiser Houses of the Wold... En 2011, son patron historique, mais capitalistiquement déjà minoritaire depuis trois ans, avait envoyé un huissier pour signifier à ce garnement de Lulu qu'on ne se moque pas impunément de ce qu'il revendiquait comme une entreprise familiale, mais ne l'était déjà plus. Un peu à cheval sur son image, Xavier Marie n'aime pas passer pour un vendu. Et pourtant. Il l'est bel et bien, vendu, puisque depuis septembre un fonds d'investissement yankee, gentiment dénommé Bain Capital, a carrément bouffé la boîte de Vertou, où Xavier Marie reste actionnaire minoritaire. Tant pis pour son égo. Lui qui a été modestement classé 325^e plus grosse fortune française par le magazine Challenges reste proprio du Haras de Hus, une propriété de 120 hectares à Petit-Mars et une société détenue par

Xavier Marie qui y fait fabriquer des bêtes à concours, des étalons hors de prix à placer sur le mercato des canassons. L'élevage, c'est son dada, à Xav'. Un type «blindé de fric», comme le note Rue89 en citant une cavalière qu'il a embauchée au haras*.

«Véritable amateur de nature et d'animaux en tout genre, il n'hésite jamais à recueillir chez lui un animal en détresse pour le soigner, avec toujours comme obsession de le réintégrer dans son milieu naturel», dit le site studforlife.com. On en pleurerait. Le milieu naturel des canassons de luxe, c'est quoi? Les grands espaces des westerns, la pampa mongole ou les ventes aux enchères de chevaux de compétition et de reproduction, un marché que Xavier Marie a paraît-il «affolé en Allemagne». Avec un type pareil, les cravaches sont bien gardées. ■

* La citation exacte est en fait: «Je me dis pas: "Il est blindé de fric alors c'est pas grave on va tout lui pomper".» Rue89, 3 août 2012



Indécollable

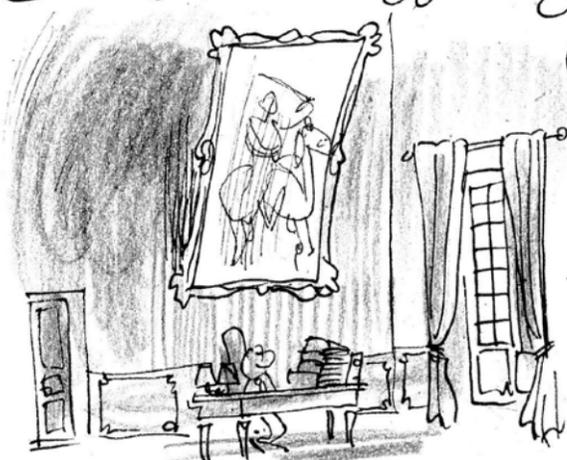
Un salarié cloué au sol

SANCTION maisons du monde. Salarié de DISTRIMAG, la filiale logistique de Maisons du Monde dont le siège est à Vertou, Éric Lahoussine est chauffeur routier dans cette boîte basée à Saint-Martin-de-Crau, entre Avignon et Fos. En mars 2013, le tirage au sort d'un concours interne lui fait gagner un voyage «congrès solidaires» en Inde et au Népal. Ce solide va le clouer au sol. Il a les billets, les visas, les vaccins, la carte d'embarquement. Deux semaines avant le départ en avion prévu le 28 septembre, il est mis à pied, puis licencié* trois jours avant ce départ. Pendant les deux mois de préavis, il est toujours, de droit, salarié de la boîte qui lui a réglé ses deux dernières

mensualités. C'est au comptoir d'embarquement de l'aéroport de Marseille qu'il apprend que son voyage est annulé. Une certaine élégance dans la mesquinerie. «J'ai gagné ce voyage et c'est un droit que l'on m'a retiré!», s'insurge aujourd'hui le chauffeur qui s'y préparait depuis six mois. Il en fait même une dépression. L'entreprise n'a pas donné suite aux questions de Lulu. De toutes façons, l'Inde, c'est surfait et avec la mousson, c'est plein de dépressions. ■

* Il est viré pour mauvais rendement, reproches d'horaires, de comportement (avoir donné des surnoms aux collègues, comme dans toutes les boîtes de routiers) jeté des cailloux sur les containers.

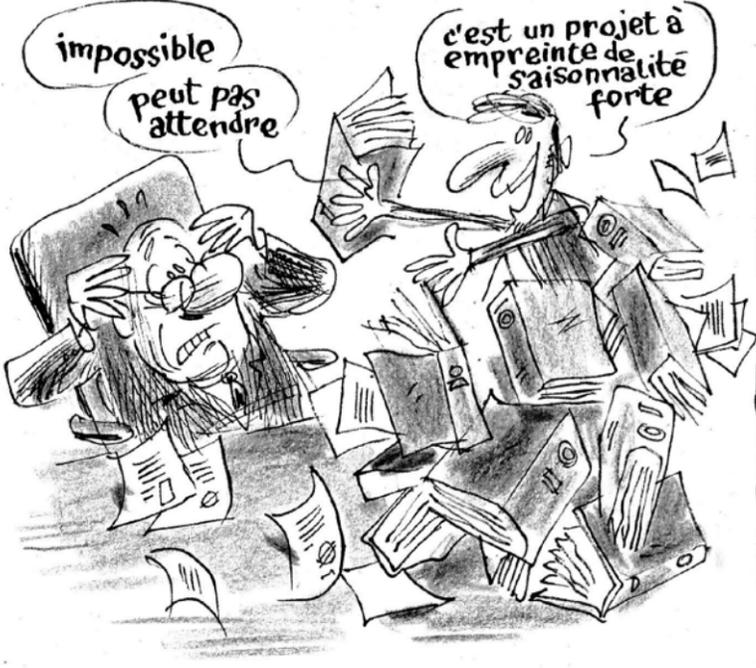
la culture du glandu



Monsieur le préfet

quelqu'un insiste pour vous voir

plus tard plus tard



impossible peut pas attendre

c'est un projet à empreinte de saisonnalité forte

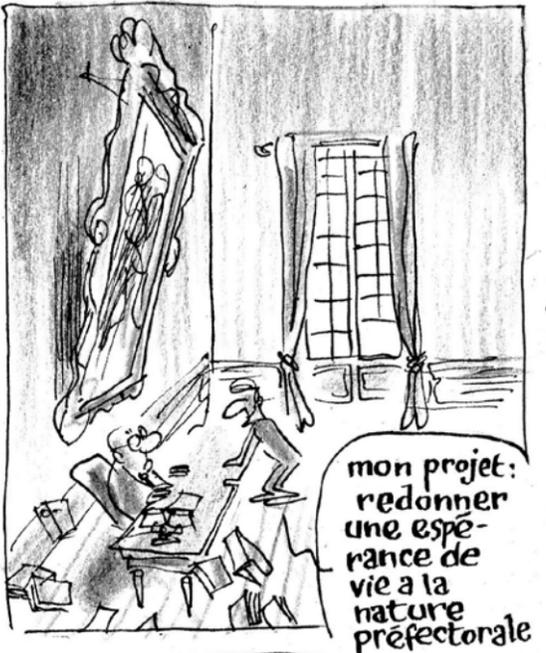
Sécuritéyyyy

j'vous explique

votre green capital

un gisement de biodiversité dormante

ttt ttt



mon projet: redonner une espérance de vie à la nature préfectorale

un simple arrosoir suffit

et hop démo!

parenthèse botanique

le chêne met 100 à 150 ans pour atteindre la canopée

la quoi?

chaque gland renferme une graine qui met 6 à 18 mois à donner un bébé chêne

sa capacité germinative diminue avec le temps



intermède policier

qu'est ce qui vous a pris?

l'auguste longévité du chêne

St Louis la justice

humidification intempesive de couvre chef dans l'exercice de ses prerogatives

vous avez un problème avec la hiérarchie?

mais comme certains traitent les préfets de fumier

avec les couvre chefs

j'ai cru le terrain favorable

Coup du chapeau

Un champion du tapis vert

Commercial des clubs sportifs, Christophe Margot a l'exclusivité de la gestion de son image.



CHRISTOPHE Margot n'est pas du genre à mégoter. Il préfère ergoter. En 2006, ancien commercial en chef du FCN transféré au groupe Darmon puis à Sportfive, il a gagné devant les prud'hommes. Licencié abusivement pour avoir refusé d'accepter la modification de ses contrats et pourcentages, il a empoché 1,15 million d'euros d'arriérés de commissions et de dommages et intérêts. Mais il voudrait bien qu'on n'en parle plus. Il vient de redemander instamment à Lulu de le rayer des archives, prétendant une atteinte à sa «vie privée». L'audience était pourtant publique. C'est vrai qu'il n'en avait pas fait la pub et que Lulu était présent ce jour-là par hasard, pour une autre affaire. Pas de bol. S'il n'est pas le seul quidam à réclamer auprès de Lulu la disparition d'articles anciens qui ne permettent pas de se faire discret, des années après, on peut invoquer le renforcement du droit à l'oubli numérique. Cette idée, centrée sur les réseaux sociaux, mais qui vise aussi indirectement

la presse, n'est aujourd'hui qu'une hypothèse de travail à l'issue hasardeuse, tant en France qu'au niveau européen. Rien n'est arrêté. Les points de vue des acteurs du domaine divergent et le périmètre des droits nouveaux est loin d'être défini. Arbitre sur le terrain, la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a pour hypothèse de travail d'obliger les médias à rendre payantes leurs archives pour en limiter l'accès. Mais la Cnil est tenue d'assurer un équilibre entre d'un côté le droit à l'oubli numérique, de l'autre liberté de la presse et liberté d'expression, déjà encadrées par l'action en diffamation ou le droit de réponse. Les opérateurs de la presse en ligne défendent l'idée que quand des articles non diffamatoires sont archivés sur internet, le droit à l'oubli ne pourrait être invoqué pour en obtenir le retrait. La Cnil en est à la phase de consultation publique des acteurs de la filière et les désaccords semblent encore profonds.

Christophe Margot n'en est pas à

sa première partie sur tapis vert. Après Sportfive, il s'est lancé avec des sociétés qu'il mène sous le nom d'Intelsport et d'Elusport. Il a signé des contrats, sans négliger les gains au contentieux. Sur une question de rupture d'exclusivité des droits marketing prévu par contrat, il a attaqué le SCO d'Angers et gagné un million d'euros devant la cour d'appel de Paris. Nouveau match à Nantes contre le club de handball, pour résiliation anticipée de son contrat. Il réclamait un million d'euros, le jugement de première instance lui octroie un gros tiers, soit 376 000 euros*. Ça nourrit sa réputation. Pas génial pour signer de nouveaux contrats, mais idéal pour impressionner, en affirmant qu'ils ont été bien verrouillés. Histoires de gros sous et de procès, Christophe Margot réussit la passe de trois. «Hat trick!», comme on dit dans le foot. Un tel truc de vie privée, faudrait pas s'en priver. ■

Michel Panini

* Ouest-France, le 1^{er} novembre 2013

Vroum

Le scrutin, une affaire qui marche

Vive la bagnolisation nantaise pas niaise.

BIENTÔT les élections. Et les commerçants, plutôt à droite, sont toujours à ménager. Voilà-t-y pas qu'en plein printemps, 500 boutiquiers ont pétitionné contre les travaux qui piétonnisent des rues du centre. Hop! Le service com du maire dégage un concept de «piétonnisation intelligente». Ce qui doit vouloir dire qu'avant, les mêmes menaient la stratégie du piéton con. Et que je te pourfends le «tout piéton à outrance». Et que je te colle de la «piétonnisation réfléchie», forcément «apaisée». C'est subtil. On ne bannit pas vraiment le véhicule à moteur à explosion. Ce qui veut dire

refaire une place à la bagnole, mais attention, en baissant les tarifs des parkings à l'heure des repas et des emplettes. Exemple: le parking Feydeau à demi-tarif!



Ça mange pas de pain, il n'est pas encore ouvert, n'a donc pas de tarif officiel... «Il y a une clientèle à fort pouvoir d'achat qui n'utilise pas les transports collectifs, qu'il ne faut pas décourager. On ne va pas bannir la voiture, mais être sur une piétonnisation intelligente qui permette l'accès au centre à tous», défend le président de la chambre de commerce*. On remarquera qu'aucun effort n'est envisagé pour le pouvoir d'achat des sans domicile fixe, le stationnement de leurs cartons sur le trottoir et les locations de couvertures de survie. Le commerce est vraiment borné. ■

* Métro, le 27 mai 2013

Anovalie

Déplacement déplacés

En Irlande, en Écosse, l'élu a assisté à des matches de rugby et leur troisième mi-temps, conviviale en ovalie, mais une ovalie de coulisses, très intéressée. Payée par le BTP. Épinglé par *Le Canard Enchaîné* pour ces voyages d'agrément offerts par l'entreprise de BTP Spie, le maire de Couëron Jean-Pierre Fougerat s'est défendu en disant qu'il n'aurait de toute façon pas pu renvoyer l'ascenseur, puisqu'il ne participe pas aux commissions d'appel d'offres (où Spie a quand même été choisi une fois sur trois pendant la période). Pas du tout? Euh... «Quasiment pas»*, modère Gilles Retière, maire de Rezé et président de Nantes Métropole par intérim. Alors quoi? Un peu, beaucoup, passionnément, à la folie ou pas du tout?

* Le Télégramme, 12 décembre 2013.

